

EXTRAIT EXTRACTUM

*Des Conclusions de la Faculté de
Théologie de Paris.*

*Ex Commentariis sacræ Facultatis
Parisiensis.*

LE 13 Mai 1755, il y a eu dans la grande Salle du Collège de Sorbonne, Assemblée générale & extraordinaire des Docteurs de la Faculté de Théologie de Paris, dans laquelle M. Le Févre Syndic, a dit : Messieurs, seroit-il quelqu'un dans la Faculté, dans la Ville, à la Cour, dans la France même qui ignorât le sujet qui vous assemble. Vous sçavez que le Syndic ayant été juridiquement appelé, a comparu au Parlement toutes les Chambres assemblées. Vous sçavez avec quel empressement & quelle soumission il s'y est rendu ; ce que le Parlement lui a enjoint, soit par rapport aux Théses, soit par rapport à la convocation de la présente Assemblée, & enfin ce qu'il attend & ce qu'il exige de vous.

Que son emploi de Syndic se réduit à bien peu de chose, & que c'est moins lui que le Parlement, qui en remplit aujourd'hui plus noblement les fonctions : que l'Arrêt que la Cour a rendu le 6 du présent mois & signifié le 7, contient & expose amplement la matiere de la présente Délibération.

Que dans les choses qu'il a à leur proposer en ce jour, il ne leur parle point avec cette dignité subordonnée dont la Faculté a revêtu son Syndic ; mais avec cette autorité supérieure qui émane du sein même de la Royauté ; de-là l'obligation d'écouter sa demande avec un esprit plus disposé à obéir qu'à délibérer ; car, selon les grands principes, quand une autorité légitime commande, l'obéissance devient un devoir : au reste, Messieurs, je parle à des gens instruits ; j'ai donc assez parlé.

DLe Martis 13 Maii, habita sunt Comititia generalia eaque extraordinaria sacræ Facultatis majori Collegii Sorbonæ, in quibus dixit dignissimus Dominus Syndicus, S. M. N. Le Feyre,

Neminem in sacra Facultate, neminem in Urbe, neminem in Aulâ ipsâ latere uno fore protinus ut neminem prorsus lateat in universo Regno quâ de causâ evocatus hodie solemniter fuerit Ordo sacer ; quomodo ad Senatum supremum congregatis, ut aiunt Cameris omnibus fuerit ejusdem sacræ Facultatis Syndicus die hujus mensis 6 juridicè vocatus, quid ad Senatus decretum festinanti & accincto semper injunctum ipsi fuerit tum circa Theses, tum circa habenda hodie sacri Ordinis comitia, quid tandem expectet impetretque à Magistris omnibus & singulis Senatus idem.

Esse itaque fermè nullas hodie Syndici in proponendo partes illas, omnes longè nobiliùs ab ipso qua si Senatu esse adimplendas, per lectionem publicam Arefti 6 hujus mensis, dati 7 verò significati quod ea omnia abunde continet, aperit, expandit quæ ad Deliberationem hodiernam possunt ordinem dicere.

Neque verò easdem in proponendo partes eâ duntaxat cum dignitate sustinendas quam ipsa commisit sacra Facultas ; sed cum imperio quod suam habet in ipso Regiæ Majestatis sinu originem, unde excipi debere à Magistris omnibus & singulis propositionem cum sincerâ ad obediendum magis quam ad deliberandum propensione. Ita quippè ferre regulas generales circa debitum cuilibet authoritati legitimæ obsequium, cæterum scientibus legem loqui se esse itaque hæc dixisse fatiis.

2
Je requierre donc que quoique chacun de vous ait déjà lû & examiné avec soin l'Arrêt du Parlement ; cependant pour observer la forme , on le lise encore ; & pour remplir la fonction de Syndic ; je demande que ledit Arrêt soit au plutôt inscrit sur les Registres de la Faculté.

Alors on l'a lû à voix haute & écouté avec respect l'Arrêt de la Cour du Parlement.

M. le Syndic a ajouté, que la veille il avoit été mandé par M. le Chancelier de France, qui avoit reçu une Lettre du Roi par laquelle sa Majesté promettoit à la Faculté sa protection, qu'elle approuvoit la conduite qu'elle avoit tenue jusqu'ici; mais qu'elle eût à agir selon ses principes, en usant de modération. Comme il n'est personne qui ne sente combien il est consolant, combien il est avantageux à la Faculté, sur-tout dans les circonstances présentes, de trouver dans son Roi un appui si puissant & si flatteur, le Syndic a requis que la Faculté ordonnât que douze des plus anciens Docteurs se transporteroient au sortir de la présente Assemblée, chez M. le Chancelier, pour le prier instamment de payer à Sa Majesté au nom de la Faculté, le juste tribut de sa reconnoissance : de lui exprimer, s'il est possible, les sentimens éternels que la bonté du Roi a fait naître dans leurs cœurs, & de l'assurer qu'à l'ombre de sa protection, dont elle n'abusera jamais, elle fera tous ses efforts pour entretenir la paix & la concorde.

ratur patrocínio imò & summo studio profecuturum semper esse sacrum Ordinem quæcumque pacem fovebunt & concordiam.

Unde statim à se requiri ut quantum apprime cognitum, perspectum imò & in omnibus suis partibus pensatum à Magistris Arestum, amen pro observandâ formâ quâlibet requisitâ palam legatur, & quantum ad suum Syndici munus pertinet postulare se ut in commentariis sacra Facultatis protinus inscribatur.

Tunc lectum est solemniter, auditumque reverenter Arestum.

Addidit dignissimus Dominus Syndicus accersitum se hesternâ die ab illustrissimo Galliarum Cancellario, declaratumque sibi mentem Regis esse juxta acceptas die eâdem ab ipso Rege Litteras ut certior fieret sacra Facultas de Majestatis Regiæ patrocínio, hucusque enim placuisse ipsi Regi sacra Facultatis agendi rationem, verum eidem sacro Ordini incumbere ut moderatè & juxta Regis principia ageret, quantum recreare sacrum Ordinem debeant quantumque ad subjectam materiam pertineant hæc à Regia Majestate dicta, neminem inter Magistros esse qui non intelligat; itaque circa tantam hanc Regis optimi & potentissimi benignitatem unum à se pro suo Syndici munere postulari ut scilicet decernatur ædeundum statim à solutis hisce comitiis illustrissimum regni Cancellarium à 12 senioribus non impeditis, rogandumque enixè ut nomine sacra Facultatis Regi grates rependat amplissimas, spondeat Regis benignitatem nullâ in nobis oblivione delendam & fore nunquam ut concessio abu-

LETTRE DU ROI

A Monsieur le Chancelier, de Marly, 11 Mai 1755.

J'ai examiné le Mémoire du Syndic de la Faculté de Théologie de Paris, que vous m'avez remis. Je ne veux rien faire quant à présent; mais assurez la Faculté & le Syndic en particulier, que je suis très-content d'eux: je leur accorde ma protection, qu'ils se conduisent avec modération & selon mes principes.

3

Ces choses ouïes suivant la Réquisition de M. le Syndic ont été mises en délibération par M. Thomas Sous-Doyen, Président de l'Assemblée. L'avis de 136 Docteurs dont 134 ont été d'avis de ne point enregiftrer l'Arrêt ayant été recueilli, la lecture de l'Arrêt du Parlement rendu le 6 du présent mois & signifié le lendemain à M. le Syndic, étant faite, la Faculté a ainsi conclu: Qu'elle voit avec la plus amère douleur que vainement jusqu'ici elle s'est efforcée de ne prendre aucune part aux inuestes divisions qui troublent les esprits; que c'est en vain qu'elle a évité d'encourir l'indignation du Parlement: que malgré ses soins attentifs à conférer la paix, elle a vu avec autant d'étonnement que de douleur, qu'on l'accusoit d'avoir permis dans ses Ecoles « d'agiter des questions également nuisibles au bien de la Religion & » à celui de l'Etat: ou par une fausse prudence, de les avoir déguisées sous le masque trompeur d'une artificieuse subtilité, » d'avoir même laissé soutenir des Theses » où se trouvent des semences d'opinions » suspectes, & jusques à des expressions » sur les droits de l'autorité temporelle qui » pourroient paroître assez fautive, pour » devenir l'objet de la censure. »

De telles accusations ont été d'autant plus sensibles à la Faculté, qu'étant formées par un Tribunal respectable où président également la sagesse & la puissance, elles flétrissent sa gloire & portent un coup mortel à sa réputation.

Que l'Arrêt du Parlement étant relatif à la dénonciation des Theses, la Cour, sans le prouver juridiquement, suppose dans la Faculté une coupable ignorance, & qu'ainsi la Faculté sans être convaincue, en inscrivant ledit Arrêt sur ses Registres, y inscriroit en même-tems & son opprobre & sa honte.

Que la Cour ne déterminant point dans son Arrêt quelles sont les questions, les sentimens, les assertions, & les façons de parler dont elle bannit l'usage; personne, quelque pures & quelque sincères que fussent ses intentions, ne pourroit se flatter d'avoir rempli les ordres de la Cour.

Quibus auditis & requirente dignissimo D. Syndico in deliberationem missis ab honorando viro S. M. N. Thomas Prodecano & Comitiorum Præsidente; postquam Magistris 136 dixere sententiam,

Sacra Facultas audita lectione Senatûs-consulti die sexta hujus mensis facti & posterâ die dignissimo D. Syndico juridicè significati, summo cum doloris sensu compertum habuit inutilem à se ac supervacancam hæctenus pensam fuisse operam ut publici animorum ætus nullam veniret in partem, Augustissimi imprimis Senatûs in offensam non incurreret, intellexit mœrens juxta Christianissimum Regis & vota & jussa, ac fovendo paci hucusque frustra, quantum studio sitimè, semper se incubuisse: insimulari se obstupuit permisi saltem suis in scholis generis illius quæstionum, quæ circa æquale boni & Religionis & Regni moveri dispendium nequeunt, tolerati subdolarum artium usus ad easdem quæstiones, aliquâ veluti larvâ nonnunquam induendas, non impediri suspectarum opinionum seminum sparsionis usurpationisque incautarum satis circa temporalis auctoritatis jura elocutionum, ut aliqua videri possint animadversione dignæ.

Acerbiores eò fuerunt Ordini Sacro criminationes hujusmodi, quò & sapientiori Magistratu & coram augustiori ac potentiore Tribunali intentatæ, majus quoque famam ejus, ejusque existimationem in discrimen adducunt.

Tum videre certò sibi vritus est, persuasumque habuit sacer Ordo Senatûs-consultum Thesium denuntiationi relativum esse, objectam sibi culpabilem admodum negligentiam, licet juridicè non probatam à profato nihilominus Senatûs-consulto certam supponit, illud autem si in commentariis suis inscripserit non convictum, se dedecori suo subscripturum atque opprobrio.

Fixas ac determinatas in eò non esse quæstiones, opiniones, assertions, elocutiones quas à Thesibus arceri in posterum supremâ Curia jubet, adeo ut nemo quantumvis serio, quantumvis sincere ipsi voluerit morem gerere, spondere sibi queat id à se præstitum.

Enfin que parmi les Arrêts & Regle-⁴mens de la Cour mentionnés dans l'Arrêt du 6, il en est qui ne peuvent subsister soit avec les ordres du Roi adressés immédiatement à la Faculté le 6 Septembre 1741 & le 19 Février 1742, lesquels sont enregistrés & fidèlement observés dans ladite Faculté; soit avec la saine doctrine dont elle fait profession, qu'elle a toujours enseignée, & que, Dieu aidant, elle enseignera toujours.

La Faculté réduite à ces tristes extrémités pense, premièrement,

Que M. le Syndic représentera au plûtôt à la Faculté les Theses qui ont occasionné les plaintes de M. l'Avocat Général, afin qu'après les avoir examinés avec la plus grande sévérité, elle statue ce que de raison.

Secondement, que malgré la sincère vénération que la Faculté a toujours eu pour le Parlement; que malgré l'obéissance qu'elle voudroit pouvoir rendre aux ordres émanés d'une autorité dont elle respecte les oracles, & dont elle ambitionne la protection; elle se croit permis, elle se croit même obligée à ne pas inscrire sur ses Registres l'Arrêt du Parlement donné le 6 de ce mois & signifié le lendemain à M. le Syndic.

Troisiéme, elle ordonne à M. le Syndic de porter une copie des présentes Conclusions à M. le Procureur Général, & de lui exposer la dure nécessité qui l'a contraint à les rendre.

Quant à l'exposé fait par M. le Syndic des intentions du Roi qui lui ont été communiqués par M. le Chancelier, la Faculté ordonne qu'au sortir de la présente assemblée 12 des plus anciens Docteurs se transporteront chez M. le Chancelier pour lui rendre les devoirs respectueux conformément aux observations de M. le Syndic.

Fait le 13 Mai & confirmé le 14 Mai 1755 dans les Assemblées générales & extraordinaires de la Faculté de Théologie de Paris.

Denique ex appellatis in eodem Senatûs consulto decretis atque statutis e-jusdem supremæ curiæ aliqua esse quæ consistere nequeunt sive cum immediatè directis ad sacram Facultatem litteris Regiis sexta Septembris anni 1741 & decima-nona Februarii anni 1742, quæ in commentariis nostris inscriptæ executioni studiosè demandantur, sive cum doctrinâ quamvø sacram semper professæ est & docuit Facultas Theologica Parisiensis quamque, deò dante, semper docebit.

His in angustiis constituta sacra Facultas censet.

1. Theses omnes, quæ institutæ à Catholico illustrissimo Patrono quærimoniæ locum dederunt exhibendas sibi quamprimum à D. Syndico esse & severo examini subjiciendas ut quod ex re erit ab ipsâ statuatur.

2. Salvâ qua prosequi se profiteri augustissimum Senatûm summâ reverentiâ, salvo quod omnibus ejus mandatis præstare vellet obsequio, quippè cujus autoritatem impensè colit, ac venetarur potentissimumque patrociniûm summo ambit, licitum censet sibi esse imò necessarium incombere ut abstineat à referendo in commentarios suos Senatûs-consulto die sexta hujus mensis lato, quod postera die D. Syndico significatum est.

3. Jubet ut D. Syndicus exemplar hujusce conclusionis deferat ad illustrissimum cognitorem catholicum, ipsique exponat ad quas adducta incitas hanc emisit conclusionem.

Quantum ad expositionem factam eorum quæ dixit D. Syndico illustrissimus Regni Cancellarius, ita volente Rege, sacra Facultas adeundum statim à solutis hisce comitiis illustrissimum Cancellarium à senioribus 12 non impeditis, ipsique reverenter significanda quæcunq; observavit idem dignissimus D. Syndicus.

Actum die Maii 13, confirmatum autem in comitiis generalibus extraordinariis ab ipsâ sacra Facultate habitis die ejusdem mensis 14. Thomas Prodecanus.

5

E X T R A I T
D E S R E G I S T R E S
D U P A R L E M E N T.

Du Mercredi 14 Mai 1755.

C E jour, toutes les Chambres assemblées, les Gens du Roi sont entrés, & M^e Joly de Fleury Avocat dudit Seigneur Roi, portant la parole, ont dit :

Messieurs, nous apportons à la Cour l'Expédition de la Délibération prise dans l'Assemblée de la Faculté de Théologie, tenue en exécution de l'Arrêt du 6 Mai présent mois, & que l'Arrêt a ordonné au Syndic de nous remettre entre les mains. Nous y voyons avec peine le détail de ce qui s'est passé le 13 du présent mois, dans une circonstance où nous avions lieu de croire que cette Faculté en exécutant avec soumission les ordres de la Cour, seroit flatée de donner un exemple public de l'obéissance qui est due à la Déclaration du 2 Septembre 1754, & à l'Arrêt que la Cour a rendu pour en assurer de plus en plus l'exécution. C'étoit même, nous osons le dire, se conformer de la part de la Faculté de Théologie, aux vues de sagesse & de modération dont la Cour est si justement pénétrée, & dont elle venoit de lui donner des preuves à l'occasion des Thèses qu'elle avoit sous les yeux. On ne peut arrêter trop promptement les suites d'une démarche si contraire au respect & à la soumission que tous les Docteurs de cette Faculté doivent, ainsi que tous les autres sujets du Royaume, à la Déclaration du Roi, & aux Arrêts de la Cour. Et puisque la Faculté de Théologie nous rappelle en quelque sorte par la conduite qu'elle tient aujourd'hui, celle qui lui a attiré si justement en 1682 votre animadversion, elle nous met dans la nécessité de ne pouvoir vous proposer, Messieurs, d'autre parti que d'user à certains égards dans l'occasion présente, des mêmes voies de rigueur & de sévérité.

Puissent-elles amener la Faculté de Théologie au terme si désirable, de sentir d'un côté ce qu'elle doit au Roi, au Public, au bien de la paix, à sa propre réputation; & de l'autre, qu'elle ne peut utilement servir l'Eglise & l'Etat, qu'autant qu'elle peut mériter la protection & la confiance de la Cour. Ainsi nous estimons qu'il y a lieu d'ordonner que le Doyen, le Syndic, & tel nombre de Docteurs qu'il plaira à la Cour de fixer, seront mandés à tel jour & à telle heure qu'il plaira à la Cour, pour recevoir ses ordres, avec le Scribe de la susdite Faculté, lequel apportera le Registre des Délibérations de ladite Faculté, & qui

interviendra sur notre présent Requisitoire, sera signifié aux Doyen & Syndic de ladite Faculté.

Eux retirés;

LA matiere mise en délibération, LA COUR a arrêté & ordonné que le Doyen, le Syndic, six anciens Docteurs du Collège de Sorbonne, & les Professeurs en Théologie dudit Collège; ensemble le Grand-Maitre & les Professeurs en Théologie du Collège de Navarre seront mandés par des Huissiers de la Cour, pour venir demain à dix heures du matin aux Chambres assemblées, recevoir les ordres de ladite Cour, avec le Scribe de ladite Faculté, lequel apportera le Registre des Délibérations de ladite Faculté; cependant fait défenses à ladite Faculté de Théologie de tenir aucune Assemblée, jusqu'à ce que par la Cour en ait été autrement ordonné. Et sera le présent Arrêt signifié aux Doyen & Syndic de ladite Faculté. Et a été arrêté que M. le Premier Président marquera auxdits Doyen, Syndic & autres membres de ladite Faculté de Théologie mandés à la Cour, le mécontentement de ladite Cour; & qu'après les avoir fait retirer, il ordonnera au Scribe de ladite Faculté de passer au Greffe de la Cour avec le Registre des Délibérations de ladite Faculté, & d'y transcrire l'Arrêt du 6 Mai présent mois, ensemble le présent Arrêt & Arrêté, comme aussi le Procès-verbal de ce qui aura été dit par M. le Premier Président auxdits membres de ladite Faculté de Théologie. Fait en Parlement toutes les Chambres assemblées, le 14 Mai 1755, de relevée.

Collationné. Signé, Y S A B E A U.

EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT DE PARIS.

Du Jeudi 15 Mai 1755, du matin.

C E jour, toutes les Chambres assemblées, suivant l'indication d'hier de relevée, M. le Premier Président a dit que les Gens du Roi étoient en état de rendre compte à la Cour de l'exécution de son Arrêt de relevée. Eux mandés, ont dit, Que l'Arrêt de la Cour du jour d'hier de relevée, avoit été signifié aux Doyen, Syndic, & autres Docteurs de ladite Faculté de Théologie de Paris, mentionnés

audit Arrêt; qu'en conséquence ⁷ ils s'étoient rendus aux ordres de la Cour, & étoient au Parquet des Huissiers lesdits Docteurs, Syndic & autres membres de la Faculté de Théologie de Paris, qui ont été introduits aux Chambres assemblées, & placés derrière le Bureau du côté du Greffe.

M. le Premier Président leur a dit :

La Cour vous a mandés pour vous marquer l'étonnement dont elle a été frappée en apprenant que vous étiez tombés dans l'étrange égarement qui la force de venger l'Autorité Souveraine que vous avez osé méconnoître.

Pouvoit-elle en effet imaginer que peu jaloux de suivre les exemples de prudence & de soumission que vous ont donnés vos célèbres prédécesseurs, vous opposeriez une vaine résistance à l'exécution d'une Loi qui fait la gloire du Monarque & le bonheur de ses sujets? La Cour veut vous donner le tems de réfléchir sur vous-mêmes.

Elle vous défend par toute l'autorité qu'elle a sur vous, de tenir aucune Assemblée jusqu'à ce qu'il en ait été par elle autrement ordonné. Retirez-vous.

Après quoi M. le Premier Président a demandé si le Scribe de la Faculté étoit-là; & le sieur Herissant s'étant présenté avec son Registre, M. le Premier Président a dit, qu'il passe au Greffe & que les Arrêts de la Cour soient exécutés.

Ce que dessus a été transcrit sur le présent Cayer des Délibérations de la Faculté de Théologie de Paris de l'Ordonnance de la Cour & au Greffe d'icelle, par moi Barth. J. B. Herissant, Prêtre Chanoine de S. Marcelle-lez-Paris, Greffier de ladite Faculté.

Cover
Winged
folio
62
144
.A1
v.6
no 47

THE NEWBERRY LIBRARY

[Faint, mostly illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page.]